

Barack Obama, la politique et la religion.

L'ouverture d'une nouvelle ère laïque ?

Camille Froidevaux-Metterie

Quand il s'agit de religion et de politique, nous avons de ce côté-ci de l'Atlantique un réflexe quasi conditionné qui nous porte à considérer les États-Unis comme une exception dans le concert des nations occidentales. Ce pays aurait échappé, pensons-nous, au processus de sécularisation par lequel la sphère publique s'est affranchi de son lien au religieux, les croyances se trouvant cantonnées dans la sphère privée des consciences individuelles. Loin de reléguer la religion hors du domaine du vivre-ensemble, les Américains l'auraient pleinement intégrée dans la vie politique, au point de présenter un cas unique d'imbrication démocratique des deux ordres. Du rôle de la droite chrétienne dans les succès électoraux du Parti républicain à l'émergence récente d'une gauche religieuse proche du Parti démocrate, tout nous incite au constat d'une forte influence de la religion – entendue dans sa version protestante – dans les arcanes du pouvoir fédéral américain. Si on y ajoute l'utilisation récurrente chez les présidents américains d'une rhétorique aux accents clairement religieux et la fréquence du recours aux symboles chrétiens, nous ne sommes pas loin de considérer les États-Unis comme une théo-démocratie.

Il faut le dire d'emblée, cette interprétation est erronée ; nous sommes bien en présence d'une République fermement laïque qui repose sur l'enracinement constitutionnel des deux grands principes de la laïcité que sont la liberté religieuse et la neutralité absolue de l'État en matière spirituelle (clauses de libre exercice et de non établissement du 1^{er} amendement à la Constitution de 1791, complétées par une jurisprudence majoritairement séparatiste de la Cour suprême et l'attachement des Américains eux-mêmes à ce dispositif assurant la solidité du "mur de séparation"). Le fonctionnement de la vie publique américaine continue pourtant, régulièrement, de heurter nos consciences laïques, la dernière administration Bush ayant fourni des raisons nombreuses et marquantes d'entretenir ce sentiment d'étrangeté. Pour le comprendre, il faut pouvoir repérer une spécificité qui est aussi une permanence : depuis les origines coloniales, l'option « théocratique » relie à travers les siècles tous les Américains qui aspirent à placer la totalité de la réalité séculière sous les prescriptions de la loi divine. Incarnée initialement par les puritains de Nouvelle-Angleterre, elle a été représentée par les fondamentalistes au début du XX^e siècle, pour être ensuite réactivée par les évangéliques de la fin de ce même siècle. Les années 1990 ont ainsi été celles de la consécration politique de cette frange religieuse qui appelait à fonder un nouveau "contrat avec la famille américaine", très semblable au "contrat avec l'Amérique" des républicains majoritaires au Congrès. Le point capital, c'est que cet activisme religieux n'est pas resté sans contrepoids, l'option

laïque s'avérant tout aussi ancienne et vivace que l'option théocratique. Les deux ont en fait cohabité tout au long de l'histoire américaine : d'un côté donc, un *esprit de religion* porté par les plus conservateurs des protestants, et que l'on peut ramener à la volonté de placer l'ordre civil sous tutelle chrétienne, de l'autre, un *esprit de laïcité* défendu par les partisans d'un État neutre religieusement, et qui tend à l'inverse à le tenir éloigné des considérations religieuses.

On peut ainsi repérer sept phases de dominance alternée de ces deux logiques, selon un mouvement de flux et de reflux¹. [1] Des années 1600 au Grand réveil des années 1740, l'option théocratique est prédominante, enracinée dans l'idée puritaine d'un contrat passé avec Dieu (*Covenant with God*). Chaque colonie "établit" une religion officielle et accueille des "communautés saintes" constituées de chrétiens parfaits désireux d'édifier un nouvel ordre séculier divinement inspiré (la Nouvelle Jérusalem). L'intolérance religieuse prévaut partout (procès des sorcières de Salem en 1792, persécution des quakers). [2] Le 18^{ème} siècle est placé sous le double signe de la rationalisation de la religion et de la séparation des églises et de l'Etat ; il débouche sur une « Constitution sans Dieu »². Ne mentionnant ni Créateur, ni Grand Gouverneur, ni Être suprême, le texte de 1787 est foncièrement séculier ; seul l'article 6 fait référence à la religion en stipulant qu'aucune profession de foi religieuse ne sera exigée comme condition d'aptitude à une fonction ou une charge publique. Surtout, le Premier amendement qui pose que "le Congrès ne fera aucune loi relativement à l'établissement d'une religion ou en interdisant le libre exercice" définit un système laïque parfait articulant la neutralité des pouvoirs publics vis-à-vis de toutes les religions avec la possibilité pour chaque citoyen de professer et de pratiquer la confession de son choix. [3] Des années 1830 à la Guerre civile, le mouvement nativiste a œuvré en faveur d'une définition protestante de République placée sous l'égide de la puissance divine. C'est le moment de théorisation du discours qui servira de fondement politico-religieux au fondamentalisme : si Dieu a donné aux Américains leur constitution, il ne peut que continuer de présider aux destinées politiques du pays. Cet argumentaire soutient notamment la posture de dénonciation et de rejet de l'immigration de masse, laquelle est composée pour moitié de catholiques irlandais. [4] Des années 1870 au début du 20^{ème} siècle, l'option laïque s'impose à nouveau sur la base d'une conception à la fois pluraliste et inclusive de la nation. La victoire du Nord et de la cause anti-esclavagiste a aussi été celle de la cause libérale. Le triomphe des principes de liberté et de tolérance inaugure une nouvelle ère, celle du ralliement des protestants, toutes obédiences confondues, au projet libéral et bourgeois que condense l'idée de progrès. [5] Les années 1910 sont celles de la réaction à la « dérive profane » de la société américaine avec la naissance du mouvement fondamentaliste. Une

¹ Pour une présentation plus détaillée de cette histoire, nous nous permettons de renvoyer à notre ouvrage, *Politique et religion aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2009.

² Kramnick I. R., Moore L., *The Godless Constitution. The Case against Religious Correctness*, W. W. Norton & Co, New York, 1996.

fraction du protestantisme américain se radicalise dans l'intention affichée de stopper la vague libérale et de lutter contre la menace d'un recul de la foi protestante. Le programme politique des fondamentalistes peut se résumer au principe de l'infaillibilité de la Bible déclarée unique autorité dans tous les domaines de l'existence. Il s'agit en somme de placer l'ordre civil et social sous le commandement des lois divines. [6] Dans les années 1940 et jusque dans les années 1980, observe un net renforcement de l'esprit de laïcité porté par une série de décisions de la Cour suprême. Deux arrêts de 1940 et 1947 rendent le Premier amendement applicable aux États fédérés. En 1962, l'arrêt *Engel v. Vitale* interdit qu'un État impose une prière dans un cadre public. En 1971, la décision *Lemon v. Kurtzman* définit un critère à trois branches permettant de juger si une loi viole ou pas le Premier amendement (cf. p. 73) ; il sera appliqué jusque dans les années 1980. [7] De l'administration Reagan aux administrations Bush, la droite chrétienne réinscrit la perspective théocratique à l'agenda politique. Cette perspective s'incarne dans une multitude de groupes de pression comme la Moral Majority de Jerry Falwell (1979) qui apporte son soutien à hauteur de 4 millions de voix à Ronald Reagan. Elle se traduit aussi par quelques décisions de la Cour Suprême portée par son très conservateur Président William Rehnquist. Les années Bush sont marquées par un certain nombre de tentatives pour transcrire l'agenda chrétien conservateur dans le droit (faith Based Initiatives), sans guère de succès. Ce rapide panorama nous permet de nuancer l'interprétation sur-religieuse que nous avons des États-Unis en mettant en lumière l'ancienneté et la vigueur du courant laïque américain. Il nous autorise aussi à formuler une hypothèse : avec l'élection de Barak Obama, nous entrerions dans une nouvelle phase de reviviscence de la laïcité.

Pourtant, à observer les cérémonies d'investiture de janvier 2009, on peut s'étonner de ce que la religion reste très manifestement présente dans la vie politique américaine : outre l'appel rituel à la bénédiction divine sur lequel s'est terminé le discours prononcé par Obama, on a pu remarquer que c'est un pasteur évangélique, Rick Warren, (grande figure de l'évangélisme social) qui avait été choisi par le nouveau Président pour prononcer la prière d'invocation. Il ne faut pas s'y tromper, ces éléments ont en fait à voir avec l'existence aux États-Unis d'une « religion civile » dont nous avons du mal à saisir la nature. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une *religion* mais bien plutôt d'un phénomène de *religiosité* minimale associant les Américains autour de la conception d'une nation divinement inspirée (théisme), de la centralité de l'idéal libéral dans le fonctionnement politique de la République (exemplarité nationale) et du projet clairement avoué d'en répandre les lumières à travers le monde (messianisme). A ces trois principes supérieurs qui distinguent les États-Unis des autres nations occidentales, il faut ajouter un corpus conséquent d'expressions consacrées, de formules officielles et de symboles nationaux (le serment au drapeau lequel impose de jurer fidélité à « une nation, sous le regard de Dieu, indivisible », la devise nationale, la prestation de serment sur

la Bible de tout nouveau président³). La religion civile américaine possède aussi ses lieux saints (le *Federal Hall* à New York, les cimetières nationaux d'Arlington et de Gettysburg, la statue de la Liberté, le *Washington Monument*) et ses dates-clés (le *Presidents Day* en février, le *Memorial Day* et le *National Day of Prayer* au mois de mai, la fête de la Déclaration d'Indépendance du 4 juillet, en novembre enfin, le *Remembrance Day* – en souvenir de l'armistice de 1918 – et, moment paroxystique de la communion nationale, le *Thanksgiving Day* qui commémore le jour d'Action de grâce rendu à Dieu par les premiers colons pour sa protection). Ces occasions et ces rituels sont autant de ressources mises à la disposition des gouvernants quand il s'agit d'entretenir le sentiment de l'unité nationale par la réactivation rituelle d'éléments appartenant au passé fondateur, ou lorsqu'il faut susciter un courant d'adhésion autour d'un projet ou de leur personne. Que le recours au registre de la religion civile soit positif et conquérant (sur un mode providentiel), ou plus pessimiste et vindicatif (dans une veine prophétique), il se joue toujours sur un plan symbolique, non contraignant et non sectaire. Dans tous les cas, il y va d'une tradition fermement établie de recours au parrainage d'un Dieu neutre d'un point de vue confessionnel dans l'intention très séculière de réaliser l'unité de la nation par-delà la diversité de ses composantes.

Si Barack Obama n'échappe pas à la règle, il ne sera pas pour autant le défenseur d'une imbrication des domaines spirituel et temporel. Dans un discours du 28 juin 2006 devant une assemblée d'évangéliques « sociaux » (les *Sojourners* de Jim Wallis), le futur président a clairement exprimé sa volonté d'opérer un rapprochement entre les démocrates et les questions religieuses afin, a-t-il précisé, « de réconcilier la foi avec notre démocratie moderne et pluraliste ». En montrant qu'il n'entendait pas abandonner le champ religieux aux leaders protestants radicaux, Obama s'inscrivait dans un mouvement de fond initié au début des années 2000, celui qui a vu apparaître une gauche religieuse, les *freestyle evangelicals*, soit des chrétiens *born-again* dotés d'un fort souci de justice sociale. Après des décennies passées à lutter sur le terrain culturel (contre l'avortement, le mariage homosexuel ou la recherche sur les cellules-souches), les évangéliques modérés investissent désormais le domaine social (pauvreté, santé) et international (environnement, paix). Rick Warren, grande figure de l'évangélisme nouvelle manière, affirme ainsi dans son best-seller *Le sens de la vie* [*The Purpose Driven Life*, 2002], que l'Église doit se faire connaître par l'amour qu'elle dispense bien plus que par ce à quoi elle s'oppose. Las d'un activisme politique défensif, attaché surtout à préserver les valeurs morales, les évangéliques adoptent un activisme positif, réactivant la conscience sociale chrétienne.

³ Précisons que le serment d'allégeance a été modifié sous la présidence d'Eisenhower, en 1954, se voyant adjoindre la mention « *under God* ». C'est dans ce même contexte de Guerre froide que la devise nationale originelle, *E Pluribus Unum*, a été changée en 1956 pour devenir *In God we Trust*.

Conscient de ce revirement, Barack Obama a multiplié les signes en direction des évangéliques. Pour la première fois depuis Jimmy Carter, un candidat démocrate à l'élection présidentielle se tournait vers cet électorat. Durant la campagne de 2008, un « directeur des affaires religieuses » a ainsi été chargé d'organiser d'innombrables réunions privées et forums publics visant notamment à propager un nouveau discours sur l'avortement : sans revenir sur ce droit, mais en minimisant la rhétorique classique en termes de liberté de choix, l'argumentaire démocrate mettait l'accent sur les mesures destinées à mieux accompagner les femmes enceintes ou désireuses d'avoir des enfants, satisfaisant ainsi les attentes des électeurs religieux. Surtout, Obama n'a eu de cesse de maintenir le contact avec les évangéliques conviant, de façon tout à fait inédite, des représentants de la National Association of Evangelicals (NAE).

En 2004, les démocrates étaient aussi déconnectés qu'ils pouvaient l'être des électeurs religieux ; ceux-ci votaient massivement pour George W. Bush, alors que le catholique John Kerry ne recueillait que 44 % des voix de ses coreligionnaires. En 2008, les évangéliques ont appris qu'il existait une alternative politique à la droite chrétienne, un point capital quand on sait que 70 % d'entre eux ne se définissent pas comme des chrétiens conservateurs et qu'ils sont de moins en moins enclins à considérer le Parti républicain comme un parti favorable à la religion [49 % en 2006 contre 63 % en 2005, sondage du Pew Research Center, juillet 2006]. Le 04 novembre 2008, 26 % des chrétiens évangéliques ont voté pour Obama, quand ils avaient été 21 % à soutenir John Kerry en 2004. Globalement, 53 % des Américains « religieux » ont voté pour Obama, contre 48 % pour Gore et Kerry [Pew Forum on Religion and Public Life, « How the Faithful Voted », 05 novembre 2008]. Cet électorat n'est donc plus captif, il constitue un réservoir de voix considérable que le Parti démocrate est désormais en mesure d'orienter à son profit, ainsi qu'en témoigne la volonté du président de soutenir l'aide publique aux organisations confessionnelles.

Si Barack Obama est profondément convaincu de l'importance de l'engagement de foi dans la vie sociale, il est tout aussi fermement attaché au principe de séparation des Églises et de l'État. Il est ainsi un ferme défenseur des programmes *faith-based* dans le domaine social, notamment quand ils sont animés par des églises noires, mais il les enjoint dans le même temps à traduire leur engagement dans un vocabulaire universel, au nom du respect du pluralisme religieux. « Ce en quoi nous avons choisi de croire importe peu, déclarait-il lors de la cérémonie de réactivation du programme *faith-based* en février 2009, rappelons-nous qu'il n'y a aucune religion dont le dogme central est la haine ». Le Conseil pour le partenariat fondé sur la foi et le voisinage (Council for Faith-Based and Neighborhood Partnership) qui a remplacé le dispositif de l'administration Bush s'affirme ainsi dans son essence œcuménique et pluraliste. Trois conditions sont posées aux organisations confessionnelles concourant à l'attribution de fonds fédéraux pour mener à bien leurs

programmes sociaux : ceux-ci devront être exclusivement séculiers, ils ne devront pas faire œuvre de prosélytisme et devront avoir fait la preuve de leur efficacité. Surtout, Obama s'est prononcé contre le recrutement sur une base religieuse des membres des organisations bénéficiaires de l'aide publique, une position problématique quand on sait que, par nature, ces mouvements se définissent en vertu de leur uniformité confessionnelle. Plutôt que de trancher, la nouvelle administration a donc renvoyé la question devant les juristes de l'Office of Legal Counsel qui conseille la présidence ; à ce jour, elle n'a toujours pas été tranchée.

Si l'utilité sociale de la religion est un fait reconnu par l'administration Obama, celle-ci promet tout autant de faire respecter le principe séparatiste institutionnalisé par les Pères fondateurs. Elle converge sur ce point avec l'opinion d'un nombre croissant d'Américains : en 1996, 43 % d'entre eux estimaient que les églises devaient s'abstenir de participer au débat politique ; en 2008, ils étaient 52 % à défendre cette position, une hausse plus frappante encore chez les conservateurs (de 30 % à 50 %) [Pew Research Center, sondage août 2008]. Par ailleurs, une enquête récente a mis en évidence la relative désaffection qui frappe l'adhésion confessionnelle : entre 1990 et 2008, le nombre d'Américains se déclarant chrétiens a chuté de 10 points, passant de 86 % à 76 %, quand la proportion de « sans religion » (les *Nones*) doublait quasiment, passant de 8 % à 15 % [American Religious Identification Survey 2008]. Ces données sont quelques indicateurs parmi d'autres d'une tendance de fond, celle d'un reflux de *l'esprit de religion* et d'une réactivation concomitante de *l'esprit de laïcité* fondé sur le caractère privé de la foi et des pratiques religieuses. Au regard de notre interprétation de l'histoire politico-religieuse américaine comme étant marquée par une alternance entre phases à dominance théocratique et phases à dominante laïque, nous pouvons, sans trop de risques de nous tromper, annoncer l'ouverture d'une nouvelle phase de l'articulation entre politique et religion aux Etats-Unis, une ère marquée par la reviviscence de la perspective laïque.

*